

renoncement « volontaire ». Plus loin, à la même page 7 du Bulletin nous lisons : « Le meilleur indice de cet état de tutelle sous laquelle la classe ouvrière se trouve placée, même dans les régimes démocratiques, est bien l'extrême difficulté qu'ont les groupements socialistes et communistes (nous dirions les fractions de la gauche communiste, N.D.R.) non-conformistes à se faire entendre. » A quelques mots près nous pourrions souscrire à ces affirmations. Mais que signifient-elles en réalité ? Que le régime démocratique comporte, dans la situation actuelle, l'exclusion de l'activité de classe du prolétariat. Et ce qui est vrai pour la situation actuelle est vrai également en principe. Mais nous ne pouvons pas rappeler ici ce que maintes fois fut traité dans « Bilan » au sujet de l'opposition doctrinale, historique et politique, entre démocratie et classe ouvrière. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de mettre en relief que la démocratie est aujourd'hui ce que les événements nous révèlent, et non ce que la Ligue prétend qu'elle doit être ; et c'est à cette démocratie (il n'y a que les démocrates et traîtres socialo-centristes pour s'en féliciter ou pour y baser une politique) que les ouvriers donnent leur consentement.

La Ligue pourrait-elle jamais perdre cette méthode rationaliste d'analyse des événements d'après laquelle ce ne sont pas les réalités qui comptent, mais l'idée fixe qui se trouve dans le cerveau de ses militants ? Car, malgré tout ce qu'elle écrit au sujet de l'inexistence de la démocratie, cela n'a pas empêché que ce soit sous le drapeau de la lutte pour la démocratie et de la croisade antifasciste que socialistes et centristes ont mobilisé les ouvriers de tous les pays et les ont entraînés à la suite du capitalisme.

Mais où la Ligue dépasse vraiment les bornes, c'est lorsqu'elle écrit : « ce que la fraction prend pour la lutte des classes, c'est l'image schématique, mécanique, figée qu'elle s'en forge et non pas cette lutte elle-même telle qu'elle se déroule dans la réalité avec sa mouvante dialectique et ses détours compliqués et souvent contradictoires ». A l'entendre ce seraient donc nous qui, en présence d'une guerre dirigée par deux appareils étatiques capitalistes, en présence d'une opposition s'exprimant autour du dilemme démocratie-fascisme, en présence d'une série de soubresauts sociaux qui tous comportaient l'encastrement des institutions à cachet prolétarien, dans l'Etat capitaliste, en présence de tout cela **qui est la réalité**, aurions dit : la situation révolutionnaire est ouverte, marchez à la guerre ; portez-la à ses conséquences extrêmes et vous obtiendrez ainsi votre

victoire ! Mieux encore, peut-être est-ce nous qui aurions sorti la citation de Marx (le Bulletin de septembre 1937 contient encore un fois cette citation) où il est dit qu'au cours des révolutions « le peuple se laisse toujours dominer par les illusions du passé et remet toute la puissance et toute l'influence qu'il paye si cher entre les mains d'hommes qui passent ou semblent passer pour les représentants du mouvement populaire dans un temps antérieur ». Et est-ce nous qui soutenons que les événements espagnols ne se déroulent nullement dans leur réalité en passant de la phase la plus élevée (première semaine de juillet 1936), aux phases successives, toutes marquées par un constant raffermissement de la réaction, pour en arriver à la situation actuelle où dans les zones républicaines règne la terreur ?

Non ! Il est temps d'en finir. Speculant sur les difficultés qu'ont les prolétaires de s'assimiler les notions théoriques, l'on a toujours fait croire que notre fraction s'inspirait de critères abstraits, alors que nos adversaires se basaient sur la réalité. Ainsi qu'il en a toujours été, les prétendus réalistes sont en définitive les défenseurs de la réalité capitaliste. Ceux-là seuls ont pu s'inspirer des intérêts réels de la classe ouvrière, qui ont soutenu qu'une guerre dirigée par le capitalisme est une guerre capitaliste, qu'une institution reliée à l'Etat capitaliste est une institution capitaliste, que la seule voie de salut consiste dans la lutte de classe, à tout instant, partout, et dans n'importe quelle circonstance.

La Ligue s'indigne parce que nous lui avons attribué cette idée : « sous la pression des ouvriers Caballero et le Front Populaire seraient chargés, malgré eux, d'une fonction qui ne serait plus capitaliste mais prolétarienne ou philo-prolétarienne ». Et l'on nous lance des sommations : quand avons-nous écrit cela ? Mais d'un bout à l'autre toute la position de la Ligue est imprégnée de l'idée que le gouvernement républicain ne fait que suivre la pression des ouvriers. Au surplus, dans la résolution de la C.E. se trouvait cette citation du rapport Hennaut : « déjà maintenant, la bourgeoisie en réalité, n'est plus représentée dans le gouvernement de Madrid que par des politiciens qui ne représentent qu'eux-mêmes ». Alors ? qui représente donc ce gouvernement ? quelle est sa politique ? Au lieu d'aboyer, la Ligue ferait mieux de songer aux responsabilités qu'elle s'est assumées, et devrait commencer par reconnaître que s'il y a quelque chose à « clouer au pilori », ce sont les méthodes de discussion consis-

sent à répondre à un document sans tenir compte des citations de sa propre pensée que le document contient.

Ah ! mais nous oublions : A la différence des anarchistes et du Poum, la Ligue n'a pas soutenu la participation gouvernementale et a soutenu la nécessité de « la lutte pour le pouvoir ». Commençons par remarquer que jamais les révisionnistes ont renoncé à la lutte pour le pouvoir : ils ont toujours soutenu que la collaboration avec la bourgeoisie servait à conquérir les positions les plus utiles pour mieux remporter dans la bataille de « demain » pour le pouvoir. Mais, nous dira-t-on, la Ligue est toujours contre la collaboration en Espagne. Il y a évidemment des affirmations très radicales dans les textes de la Ligue, mais quelle est donc sa position dans la question centrale des événements d'Espagne : sur le problème de la guerre ? Est-ce une position de lutte ou de collaboration de classe ? La réponse ne souffre aucune équivoque si elle est posée d'une façon réelle et marxiste : participer à une guerre dirigée par l'ennemi de classe, avec l'intention de la tourner à l'avantage du prolétariat, c'est ajouter à l'arsenal habituel des révisionnistes une nouvelle note de confusion pour tromper les ouvriers.

L'endroit où doivent être recherchés les réels désaccords « entre la Ligue et la fraction » est ainsi indiqué dans l'article que nous examinons : « la condition expresse du succès de pareille politique (une politique de prise du pouvoir, N.D.R.) c'était **d'accepter en bloc la lutte telle qu'elle avait été déclenchée par les masses** » (souligné par l'auteur). Pour nous nous sommes d'accord avec la Ligue : c'est bien là que réside le centre de nos désaccords. La Ligue **acceptait EN BLOC** une situation d'Union Sacrée et au sein de celle-ci elle prétendait déclencher une lutte de classe, une lutte pour le pouvoir. Par contre, notre fraction **refusait EN BLOC** toute une situation de collaboration et affirmait vouloir lutter pour empêcher les prémisses d'une situation opposée de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Qui des deux organisations a lutté pour une réalité capitaliste, et qui pour une réalité prolétarienne ? La réponse ce sont les événements qui l'ont donnée et il ne servira à rien d'employer une phraséologie révolutionnaire sur la lutte pour le pouvoir pour éluder cette réponse, car il est prouvé que cette lutte ne peut jamais se dérouler au sein d'institutions de collaboration de classe mais exige ses organes indépendants de la classe ouvrière.

La Ligue pose la question : « mais la fac-

tique qu'ils (notre fraction, N.D.R.) préconisaient pouvait-elle mener à la révolution ? » Et la Ligue, après avoir affirmé l'inanité des luttes revendicatives en Espagne, met en relief que la constitution des fronts militaires fut le prolongement inévitable et nécessaire de la lutte que les ouvriers menèrent au début contre l'attaque des régiments de Franco. Commençons par débarrasser le terrain d'un argument assez démagogique et qui n'est pas nouveau : « Au moment où la brute nationaliste mettait en joue la classe ouvrière, la question du taux de salaire auquel elle devra peiner demain importe peu », ainsi écrit le Bulletin de la Ligue. A d'autres occasions on nous a dit qu'il est tout au moins ridicule, lorsque le fasciste braque le revolver sur les tempes de l'ouvrier, de demander à celui-ci de dresser un programme revendicatif pour de meilleurs salaires et de lutter pour celui-ci. A première vue cet argument (il en est de même pour tous les exploits démagogiques) est parfaitement solide, mais il suffit de réfléchir un peu pour se rendre compte qu'une abondante marchandise contre-révolutionnaire se cache derrière ce prétendu réalisme. Loin de nous l'idée d'invectiver contre l'ouvrier de l'armée républicaine ou de l'armée fasciste qui, pour sauver sa vie, tue son frère de classe jeté dans la tranchée opposée. Nous savons très bien que la responsabilité de ces faits tragiques ne revient nullement aux ouvriers, mais à ceux (et la Ligue est du nombre) qui ont dit aux ouvriers antifascistes que leur salut consistait à tuer autant d'exploités qu'il leur était possible, de ceux qui se trouvent dans les armées « fascistes ».

C'est une singulière façon de polémiquer contre nous que celle qui consiste à présenter ainsi notre position : quand le fasciste tire sur l'ouvrier la fraction lui dit qu'il doit présenter une demande d'augmentation de salaire. Il s'agit de bien autre chose. Voici : nos adversaires soutiennent la thèse suivante : il faut gagner la guerre, pour la gagner il faut pousser le rendement de l'appareil économique jusqu'à sa limite extrême ; pour conquérir la victoire vous devez songer que le gouvernement républicain ne vous fournit pas assez d'armes, ne vous insuffle pas assez d'enthousiasme afin que vous crachiez la mort la plus ample parmi les armées « ennemies ». A cela, nous opposons la tendance antagonique suivante : les ouvriers doivent toujours garder une position de lutte contre l'appareil économique, surtout lorsqu'il est dirigé par le capitalisme ; la guerre qui se déroule n'est pas votre guerre, elle en est l'opposée ; vous devez fraterniser avec les exploités de